













CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Retranscription des débats des instances de Grenoble INP - UGA

Institut polytechnique de Grenoble
DAFA / Service Achats
46 avenue Félix Viallet
38031 GRENOBLE CEDEX 1

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Retranscription des débats des instances de Grenoble INP - UGA
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	1 an pour la période initiale 4 ans toutes périodes confondues
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Prestations attendues.....	5
1.4 - Profils et compétences des intervenants	6
1.5 - Organisation des prestations.....	6
a) 1.5.1 - Planning et commandes	6
b) 1.5.2 - Confirmation, modification, report et annulation de séance	6
1.6 - Décomposition du contrat.....	6
1.7 - Type d'accord-cadre.....	7
1.8 - Conditions d'attribution des bons de commande	7
1.9 - Réalisation de prestations similaires.....	7
1.10 - Limitations au principe d'exclusivité.....	7
2 - Pièces contractuelles.....	8
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
4 - Durée et délais d'exécution	9
4.1 - Durée du contrat	9
4.2 - Reconduction	9
5 - Prix.....	9
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
5.2 - Modalités de variation des prix	9
5.3 - Transmission.....	10
5.4 - Arrondis	10
6 - Garanties Financières	10
7 - Avance.....	10
8 - Modalités de règlement des comptes.....	10
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
8.3 - Délai global de paiement	11
8.4 - Paiement des cotraitants	11
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	11
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	12
9.1 - Adresse d'exécution (adresse principale) :	12
9.2 - Notification par le biais du profil d'acheteur	12
9.3 - Processus de remplacement d'une personne nommément désignée	12
9.4 - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :.....	12
9.5 - Obligations du titulaire	12
a) Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire	12
b) Obligation de conseil	12
c) Obligation d'information	13
d) Ligne téléphonique non surtaxée	13
10 - Développement durable	13
11 - Constatation de l'exécution des prestations	13
11.1 - Vérifications	13
11.2 - Décision après vérification	13
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	13
13 - Pénalités.....	13
13.1 – Dispositions d'application	13
13.2 - Pénalités de retard.....	14
13.3 - Pénalité pour travail dissimulé	14

13.4 - Autres pénalités spécifiques	14
13.5 - Modalités de computation des jours de retard	14
14 - Assurances	15
15 - Modification du contrat	15
15.1 - Cession de l'accord-cadre	15
15.2 - Évolution réglementaires	15
15.3 - Clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles	15
16 - Clause de réexamen	16
17 - Résiliation du contrat	16
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	16
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	16
18 - Règlement des litiges et langues	17
19 - Annexe RGPD	17
20 - Dérogations	18

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent la retranscription des débats des instances de Grenoble INP - UGA.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Les séances se tiennent habituellement dans les locaux de l'Institut polytechnique de Grenoble (Grenoble INP - UGA) situé au 46, avenue Félix Viallet à Grenoble, bâtiment B. Des séances peuvent exceptionnellement être déplacées sur tout autre site de Grenoble INP - UGA (agglomération de Grenoble ou Valence).

1.2 - Prestations attendues

Le présent accord-cadre est mis en place en vue de confier au titulaire la retranscription des débats de séances des instances de Grenoble INP - UGA, institut d'ingénierie et de management de l'Université Grenoble Alpes, qui est un grand établissement public d'enseignement supérieur et de recherche.

La prestation consiste à rédiger le procès-verbal de chaque séance, intégrant la liste des présents, des absents, des pouvoirs donnés aux présents, le détail de l'ordre du jour, les propos tenus par chaque participant, les échanges (questions-réponses) et les résultats des délibérations ou avis des organisations syndicales.

Les séances concernent le conseil d'administration :

- 4 séances par an, auxquelles peuvent s'ajouter une ou plusieurs séance(s) exceptionnelle(s),
- d'une durée de 4h ou 4h30 par séance.

Les prestations peuvent aussi porter sur les séances des instances suivantes (liste non exhaustive et durées indicatives) :

- Le comité social administratif d'une durée de 3h30
- La Formation Spécialisée santé, Sécurité et Conditions de Travail (FSSCT) d'une durée de 3h30
- Le conseil scientifique d'une durée de 4h
- Le conseil des études et de la vie universitaire d'une durée de 4h

Le procès-verbal restitue fidèlement le discours mais est amélioré dans un style écrit (correction des erreurs de syntaxe, suppression des hésitations et des répétitions). Il est rédigé avec le nom de chaque intervenant et selon l'ordre chronologique dans lequel se sont déroulés les débats.

Il est demandé au titulaire :

- la présence d'un rédacteur durant la séance,
- l'enregistrement de la réunion par le rédacteur,
- la prise de notes,
- la rédaction,
- la mise en forme par traitement de texte selon le modèle fourni par Grenoble INP – UGA,
- la remise d'un document final (traitement de texte modifiable) par version électronique sous dix (10) jours ouvrés à l'issue de la réunion,
- l'enregistrement de la séance, si besoin.

Grenoble INP - UGA met à disposition du titulaire l'ensemble des documents pouvant aider à la réalisation du procès-verbal d'une séance : ordre du jour, documents supports, liste des participants, plan de table.

Le rédacteur doit être présent 10 minutes avant le début de chaque séance.

Le titulaire porte une attention particulière à la préparation de sa prestation notamment dans la compréhension des sujets abordés et leur spécificité.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat : il s'engage à réaliser les prestations qui lui sont confiées conformément aux règles de l'art (production de l'ensemble des livrables).

1.4 - Profils et compétences des intervenants

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations un personnel qualifié dont le profil (niveau de compétence et d'expérience) a été validé à la suite d'un cycle de formation adapté aux missions confiées, et disposant des compétences nécessaires pour synthétiser des sujets stratégiques, financiers, techniques et réglementaires.

Le personnel du titulaire doit posséder des connaissances de l'environnement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et garantir la confidentialité totale sur l'ensemble des informations.

Le titulaire affecte sauf impossibilité majeure, le(s) même(s) collaborateur(s) à chaque séance de façon à garantir une qualité constante des comptes rendus.

Le titulaire s'attache à affecter à la réalisation du présent accord-cadre le personnel qu'il a présenté dans son offre ou un personnel à compétences et expériences égales ou supérieures.

1.5 - Organisation des prestations

a) 1.5.1 - Planning et commandes

Les prestations sont réalisées en fonction d'un planning prévisionnel établi en fin d'année universitaire pour l'année suivante et communiqué par voie électronique au titulaire.

Les séances du Conseil d'administration au titre d'une année universitaire se déroulent généralement en octobre, décembre, mars et juin.

Le planning prévisionnel :

- peut faire l'objet de modifications (pas de valeur contractuelle)
- ne porte pas sur les séances des autres instances.

b) 1.5.2 - Confirmation, modification, report et annulation de séance

La confirmation de chaque séance se fait par courriel, quinze (15) jours avant la séance. Le courriel de confirmation précise notamment :

- la durée et l'horaire de début de la séance ;
- le contenu et les quantités des prestations à réaliser ;
- la référence du bon de commande (4500_____) à reporter sur la facture ;
- s'il y a lieu, les conditions particulières d'exécution.

Dans le cas où une séance se prolonge de manière planifiée ou imprévue, toute durée entamée est due au profit du titulaire. Le forfait est alors abondé de la durée supérieure au forfait en heure et en tranche de 30 minutes, le décompte retenu (heure et/ou tranche de 30 minutes) est celui qui est systématique le plus favorable à l'acheteur.

Le report ou l'annulation d'une séance prévue au calendrier, ne donne pas droit à indemnité. Le prestataire est prévenu au minimum quinze (15) jours à l'avance.

Dans le cas de l'organisation d'une séance exceptionnelle, le titulaire est prévenu au plus tard quinze (15) jours à l'avance.

De manière exceptionnelle et dans les deux cas précités (report, annulation, séance exceptionnelle) le délai de quinze (15) jours peut être raccourci d'un commun accord entre les parties.

1.6 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.7 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donne lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini comme suit :

Période	Maximum HT
1	22 500,00 €
2	22 500,00 €
3	22 500,00 €
4	22 500,00 €
Total	90 000,00 €

1.8 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur par voie dématérialisée. À réception du bon de commande, le titulaire accuse immédiatement réception par écrit.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- le numéro du accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 3 mois.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

1.9 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur peut confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre peut être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.10 - Limitations au principe d'exclusivité

L'acheteur dispose de la faculté de déroger au principe d'exclusivité du titulaire et peut recourir à un ou plusieurs opérateurs de son choix pour l'exécution des prestations émanant des bons de commande dans les conditions suivantes :

- Si le titulaire informe expressément l'acheteur, dans un délai de 5 jours ouvrés, de son impossibilité à exécuter la prestation ou de livrer la fourniture demandée pour des raisons techniques, qualitatives ou de délai. Cette impossibilité ne doit pas amener le titulaire à se soustraire à ses engagements contractuels. En cas de répétition de tels refus sans fondement sérieux, l'acheteur se réserve le droit de procéder à la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCP.

- En cas de dépassement du délai de remise de devis de 5 jours ouvrés pour les demandes de devis.
- En cas de prix manifestement incohérents par rapport à l'accord-cadre ou en contradiction avec le BPU.
- En cas de désaccord sur la fixation de nouveaux prix pour des besoins hors BPU.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, notamment le BPU
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat et ses éventuelles annexes

Tout document du titulaire (dont les conditions générales de vente) qui est contraire aux dispositions prévues dans le cadre du marché sont réputées non écrites.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité. Il reste responsable du respect de celles-ci.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Intervention d'une entreprise extérieure

Suivant la durée et le risque lié à l'intervention d'une entreprise extérieure (titulaire ou sous-traitant) dans les locaux de l'acheteur, un plan de prévention ou un protocole de sécurité, allégé ou complet, est requis. L'acheteur se met en relation avec le titulaire et ses éventuels sous-traitants, à la notification du marché ou de l'accord-cadre, pour la rédaction du document requis. Aucune intervention ne peut être réalisée avant la validation du plan de prévention ou du protocole de sécurité par les deux parties. Durant la durée totale du marché ou de l'accord-cadre, le plan de prévention est mis à jour tous les ans ou dès qu'il y a changement des intervenants (pour le titulaire et ses éventuels sous-traitants) ou changement d'activité (pour l'acheteur).

Travailleur isolé

Le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants mettent en place une organisation du travail permettant de respecter la réglementation en vigueur concernant la situation de travailleur isolé.

Obligation d'information

Le titulaire de l'accord-cadre et ses éventuels sous-traitants transmettent aux intervenants dans les locaux de l'acheteur les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement qui lui ont été communiquées par le représentant de Grenoble INP - UGA. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement. Il reste responsable du respect de celles-ci. Le titulaire informe sans délai le représentant de Grenoble INP - UGA de toute anomalie susceptible de mettre en cause la sécurité de ses agents et de tout autre personne (étudiants, enseignants, chercheurs, personnel administratif, visiteurs etc.).

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 11 mai 2026.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La reconduction de l'accord-cadre peut être anticipée et ainsi intervenir avant la fin de la période lorsque le montant maximum de l'accord-cadre est atteint. La durée de la période de reconduction est alors prise au prorata du temps restant sur la période précédente. La durée maximale du contrat reste, toutes périodes confondues, de 48 mois.

La reconduction inférieure à 12 mois ainsi que l'absence de reconduction de l'accord-cadre ne donne pas droit à indemnité. Conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre ne peut s'opposer à la reconduction du présent contrat.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

5.2 - Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement, à la date anniversaire de l'accord-cadre, par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 0.0\% + 100.0\% (001565196 (n) / 001565196 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire n'est effectuée.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est l'index **001565196** « *Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N)* ».

5.3 - Transmission

Le titulaire adresse sa demande de révision des prix des prix à l'acheteur au moins deux mois avant la date effective de révision. La demande doit être envoyée par courriel au responsable du suivi contractuel de l'accord-cadre : marches@grenoble-inp.fr

A l'appui de sa demande, le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultant. Il est procédé de même pour chaque période de reconduction.

Il joint à sa demande le bordereau des prix modifié et indique la date d'entrée en vigueur de son tarif modifié. L'acheteur informe le titulaire de leurs éventuels désaccords sur les informations transmises, ou peut demander un complément. Une non-réponse de la part de l'acheteur, vaut acceptation des conditions indiquées.

5.4 - Arrondis

Après mise en œuvre de la formule, les prix ajustés sont arrondis, par excès ou par défaut, à la deuxième décimale :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale reste inchangée (arrondie par défaut).
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière n'est appliquée.

7 - Avance

Aucune avance n'est versée.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le titulaire transmet sa demande de paiement après réalisation de la prestation et décision d'admission des prestations par l'acheteur. Chaque séance, éventuellement abondée d'une durée supplémentaire, fait l'objet d'un paiement définitif unique de 100% après admission.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19381912500017

- Code service FACTURES1_AVEC_ENGAG

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) sont payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, notamment ses articles R. 2193-10 et suivants, les demandes de paiement direct présentées par les sous-traitants agréés doivent impérativement être transmises via la plateforme Chorus Pro. Aucune transmission par voie électronique directe (courriel, messagerie ou tout autre moyen) auprès du titulaire, de l'acheteur public ou de ses représentants n'est acceptée pour valoir dépôt officiel de la demande de paiement direct. Le sous-traitant doit procéder, sous sa responsabilité, au dépôt de sa demande de paiement sur la plateforme Chorus Pro, en sélectionnant l'accord-cadre concerné et en renseignant toutes les informations nécessaires à son traitement, conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

Le titulaire de l'accord-cadre reste informé par Chorus Pro des dépôts effectués par les sous-traitants. Il dispose alors du délai réglementaire prévu pour émettre ses observations ou refuser le paiement en motivant son refus sur la plateforme, à défaut de quoi le paiement est réputé accepté.

Toute demande transmise en dehors de cette procédure est considérée comme irrégulière et ne produit aucun effet juridique à l'égard de l'acheteur public.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

9.1 - Adresse d'exécution (adresse principale) :

Grenoble INP - UGA
46 avenue Félix Viallet
38031 GRENOBLE CEDEX 1

9.2 - Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Par complément à 3.1.2 du CCAG-FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur ou par voie électronique, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur ou de la date d'envoi du courriel à l'issue de ce délai.

9.3 - Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, un remplaçant immédiatement à compter de la date d'envoi de cette information.

9.4 - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

Si, en vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

9.5 - Obligations du titulaire

a) Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne la ou les personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre, conformément à l'article 3.4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services. Si des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire surviennent en cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de le notifier sans délai à l'acheteur conformément à l'article 3.4.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

b) Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations réalisées pour l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Le titulaire est astreint, à un devoir de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. Le titulaire est appelé à être force de proposition.

c) Obligation d'information

Il appartient au titulaire de mettre en garde l'acheteur contre toute difficulté qu'il pourrait percevoir et d'assurer toutes les actions utiles à la bonne fin de sa mission. Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Le titulaire s'engage à rester à la disposition de l'acheteur pendant toute la durée de l'exécution de l'accord-cadre afin de répondre à toute question, par mail et téléphone.

d) Ligne téléphonique non surtaxée

Le titulaire s'engage à délivrer un numéro de téléphone non surtaxé permettant à l'acheteur de le joindre durant toute la durée de l'accord-cadre.

10 - Développement durable

Afin de répondre aux préoccupations de Grenoble INP - UGA en matière de protection de l'environnement et de responsabilité sociétale, le candidat présente les dispositions prises en la matière dans son cadre de réponse technique (CRT).

Ces dispositions sont en rapport direct avec les prestations objet du marché et portent sur les moyens mis en œuvre par le titulaire en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de l'allongement de la durée de vie et de la réparabilité des équipements utilisés pour l'exécution des prestations ; d'actions menées en matière de responsabilité sociétale.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées dans un délai de 3 jours à compter de la date de réception des livrables, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

11.2 - Décision après vérification

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, l'admission des prestations entraîne le transfert de propriété. Si la remise des prestations à l'acheteur est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

13 - Pénalités

13.1 – Dispositions d'application

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à l'application de pénalités. Sauf indication contraire dans le présent document, les pénalités sont applicables de plein droit, avec mise en demeure préalable.

La disposition selon laquelle le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT n'est pas applicable au présent marché. Ainsi, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, toute pénalité quel que soit le montant peut être exigée.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Les titulaires sont donc intégralement redevables de leurs obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Ils ne sauraient se considérer comme libérés de leurs obligations, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle. Les différents types de pénalités ne sont pas exclusifs les uns des autres et peuvent être cumulés. Le montant cumulé de toutes les pénalités encourues par le titulaire est déduit directement par l'acheteur du montant des factures présentées par le titulaire.

13.2 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble de l'accord-cadre, conformément aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS. Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

Modalités de computation des jours de retard

Sauf disposition contraire prévue dans les pièces particulières du marché, l'ensemble des pénalités de retard prévues au contrat sont calculées par jour ouvré de retard, à compter du premier jour ouvré suivant la date contractuelle d'exécution de la prestation concernée.

Le nombre de jours ouvrés de retard est apprécié jusqu'à la date effective d'exécution ou de régularisation de la prestation, conformément aux stipulations du marché.

13.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne peut toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.4 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité en cas d'absence non remplacée	Forfaitaire	500,00 €	Pénalités en cas d'absence non remplacée, par un des agents prévus et nommément désignés dans l'accord-cadre;
Pénalité en cas de retard à une réunion	Forfaitaire	50,00 €	Par quart d'heure de retard.
Pénalité en cas de mauvaise exécution de la retranscription d'une séance	Forfaitaire	100,00 €	Par compte-rendu mal retranscrit.

13.5 - Modalités de computation des jours de retard

Sauf disposition contraire prévue dans les pièces particulières de l'accord-cadre, l'ensemble des pénalités de retard prévues au contrat sont calculées par jour ouvré de retard, à compter du premier jour ouvré suivant la date contractuelle d'exécution de la prestation concernée.

Le nombre de jours ouvrés de retard est apprécié jusqu'à la date effective d'exécution ou de régularisation de la prestation, conformément aux stipulations de l'accord-cadre.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Modification du contrat

15.1 - Cession de l'accord-cadre

Le titulaire ne peut céder ou transférer tout ou partie de l'accord-cadre (y compris dans le cas d'une fusion, apport partiel d'actifs, ou acquisition de sociétés ou toute opération similaire) sans le consentement préalable écrit à l'acheteur.

La demande doit être adressée à l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr

De convention expresse, le changement de contrôle du titulaire est assimilé à une cession, et emporte les mêmes obligations et conséquences.

Dans tous les cas, toute modification affectant le titulaire est impérativement, et sans délai, portée à la connaissance de l'acheteur via l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr

Le titulaire fournit, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement.

15.2 - Évolution réglementaires

L'accord-cadre est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si, à la suite d'une évolution de la réglementation applicable, une modification des prestations s'avérerait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions auxquelles ces modifications peuvent être prises en compte. En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix.

Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale de l'accord-cadre ou n'en modifient pas l'objet, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes, ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

15.3 - Clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles

Conformément à l'article 25 du CCAG - Fournitures Courantes et Services en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution de l'accord-cadre

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix de l'accord-cadre.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers de l'accord-cadre ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

16 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- demander au titulaire de fournir les données sous un autre format que celui initialement prévu,
- ajouter ou supprimer un ou plusieurs lieux de prestations,
- ajouter une ligne de prestation et/ou de fourniture oubliée, méconnue ou inexistante au moment de la rédaction des pièces de l'accord-cadre et indispensable au bon déroulement des prestations,
- modifier l'indice de révision des prix dans le cas de la disparition et du non remplacement de l'indice indiqué dans le présent document.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne perçoit aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat est résilié aux torts du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant

l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Annexe RGPD

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après « le règlement européen sur la protection des données »).

Responsable de traitement

Nom et fonction : Vivien Quéma, administrateur général de Grenoble INP- UGA

Adresse : 46 avenue Félix Viallet 38031 Grenoble Cedex 1 – France

Coordonnées de la personne de contact pour le présent article RGPD : DPO@grenoble-inp.fr

Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour assurer la sous-traitance d'un service en lien avec la fourniture suivante :

Retranscription des débats des instances de Grenoble INP - UGA

Les opérations réalisées sur les données sont la collecte, la consultation, la modification, l'import/export, les copies temporaires, la sauvegarde, la restauration, la récupération et autres usages liés aux obligations de reporting au profit de l'Institut polytechnique de Grenoble.

La finalité du traitement est la fourniture et les prestations associées à Retranscription des débats des instances de Grenoble INP - UGA.

Pour l'exécution de la prestation, objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les coordonnées professionnelles des intervenants de l'Institut polytechnique de Grenoble.

Durée du contrat

La durée du contrat est définie au sein du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement

Le sous-traitant s'engage à traiter les données uniquement pour la seule finalité qui fait l'objet de la sous-traitance et à garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.

Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage notamment à :

- ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données traitées dans le cadre du présent marché ;
- prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché ;

- mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données ;
- mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés ;
- mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données ;
- restituer l'intégralité des données exigées par l'Institut polytechnique de Grenoble puis détruire l'ensemble des données de l'Institut polytechnique de Grenoble détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin d'accord-cadre ;
- mettre à la disposition de l'Institut polytechnique de Grenoble les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par l'Institut polytechnique de Grenoble.

20 - Dérogations

à faire à la toute fin (avant publication)